

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 JANVIER 1921.

Projet de loi

ayant pour objet de mettre à la disposition du Gouvernement un crédit extraordinaire de trois millions pour combattre la peste bovine ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'AGRICULTURE (2),
PAR M. MAENHAUT.

MESSIEURS,

La Commission de l'Agriculture à l'unanimité de ses membres a approuvé le projet de loi allouant au Ministère de l'Agriculture un crédit spécial de trois millions pour assurer les mesures d'exécution prises pour combattre la peste bovine.

Elle a été unanime aussi pour rendre un public hommage au service vétérinaire qui en ces circonstances graves avec persévérance et plein dévouement a combattu efficacement le terrible fléau qui menaçait d'envahir tout le pays. Elle a été unanime de même pour de mander au Ministre de l'Agriculture quels étaient les résultats de l'enquête faite à Anvers au sujet de l'origine de la maladie et des responsabilités de l'inspection établie au port d'Anvers.

Nous avons écrit au Ministre de bien vouloir nous donner des renseignements à ce sujet et voici sa réponse.

» Le service technique de mon Administration a procédé à une enquête approfondie concernant l'origine de la peste bovine et la responsabilité du service vétérinaire d'Anvers.

» Il n'a pas été reproché au personnel de ce service de ne pas avoir su diagnostiquer la peste bovine chez certains zebus des Indes Anglaises, mais des

(1) Projet de loi, n° 26.

(2) La Commission, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Buysse, Celleaux, De Bruycker, De Coster, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, Doms, Hainaut, Jouret (Henri), Jourez (Léon), Maenhaut, Mostaert, Périquet, Peten, Van Brussel.

négligences graves ont été relevées à charge de M. l'inspecteur vétérinaire Desmet. Le rapport d'enquête a été soumis ensuite à l'appréciation d'une Commission spéciale présidée par M. Mertens, Conseiller à la Cour d'Appel, Président du Comité supérieur du contrôle. Conformément aux conclusions formulées par cette Commission, les sanctions suivantes ont été prises à l'égard de M. Desmet :

» Le grade de Chef de service au port d'Anvers lui est retiré. Il est devenu le sous-ordre de M. l'Inspecteur Vander Heyden.

» Jusqu'à nouvel ordre, il est privé du bénéfice des augmentations triennales de traitement.

» Il est prévenu de ce que, à la première négligence qui sera relevée à sa charge, il sera révoqué de ses fonctions d'Inspecteur vétérinaire ».

Depuis quelques jours on a signalé un nouveau foyer à Vollezele. Nous avons demandé également au Ministre, s'il pouvait nous dire comment ce nouveau foyer s'y était établi. Voici sa réponse :

« A. Comment ce cas s'est-il présenté ?

» B. *Est-il vrai que des peaux de bêtes atteintes de la peste ont été détournées d'une étable contaminée et que ces peaux arrivées à Vollezele ont contaminé l'étable, la ferme ?*

» C. *L'inspection vétérinaire serait coupable de ne pas avoir fait détruire ces peaux sur place.*

» A. Un cas de peste bovine a, en effet, été constaté à Vollezele. Malgré les enquêtes et les recherches minutieuses auxquelles ont procédé à la fois les autorités locales et le service d'inspection vétérinaire, nous ne sommes pas parvenus à découvrir d'une manière certaine et incontestable l'origine du foyer de Vollezele. Certains enquêteurs disent avoir la conviction que ce cas de Vollezele est en rapport avec le foyer artificiel entretenu par les travaux poursuivis à l'école vétérinaire par la mission française, mais rien jusqu'ici ne permet d'assurer que ces présomptions soient justifiées.

» B. Il est exact que, contrairement aux instructions données par les autorités françaises qui dirigent les travaux de la mission établie à l'école vétérinaire, deux peaux de vache ayant servi à la production du sérum n'ont pas été enfouies et rendues impropres à la vente en même temps que les cadavres en question. Des travaux d'exhumation ont permis de s'assurer de la réalité du détournement. Ces deux peaux ont été retrouvées (à la suite de l'envoi d'une lettre anonyme) enveloppées dans un sac et cachées dans un local généralement peu visité et occupé par la mission française.

» C. Dans l'enclos réservé à la mission française, la surveillance et l'exécution de tous les travaux ont été confiées exclusivement aux dirigeants de la mission, qui en portent toute la responsabilité. L'inspection vétérinaire n'avait pas à intervenir dans la surveillance des mesures de police sanitaire qui, confiées à des vétérinaires français de premier ordre, pouvaient nous donner tous nos apaisements. L'inspection vétérinaire ne peut donc pas être rendue responsable de la non observation des prescriptions relatives à

l'enfouissement de toutes les parties des cadavres des animaux utilisés par la mission française ».

Plusieurs membres ont fait remarquer que l'indemnité fixée par l'arrêté royal du 17 août 1920, suivant les cas, à 50 ou 70 p. c. du prix des bêtes abattues n'est pas suffisante, spécialement pour l'indemnité des bêtes laitières. En effet, si une indemnité des deux tiers, est suffisante pour les cas de tuberculose et autres maladies contagieuses, si une indemnité de 60 p. c. est raisonnable pour les bêtes préparées pour la boucherie, une indemnité de 70 p. c. loin d'être trop élevée est insuffisante pour les cas qui nous occupent. Aussi plusieurs laitiers — ayant une étable de 15 à 20 bêtes laitières en pleine lactation les ont vues frappées subitement de la peste — ont dû par ordre de l'inspecteur vétérinaire les abattre et enfouir sur le champ. En cas d'enfouissement, oui, perte complète de l'animal, perte complète de lait pendant plusieurs mois, ruine de leur commerce, car, non seulement les bêtes, le lait, beurre, étaient supprimés, mais après un délai de deux mois seulement, le fermier, le laitier dont le bétail était atteint de la peste bovine pouvait repenpler son étable de nouveau bétail — et encore ne pouvait-il acheter que quelques bêtes à la fois. Calculez la perte immédiate de ce malheureux cultivateur. Est-ce une indemnité, de 70 p. c. qui dédommagera de la perte de son étable laitière, de la perte de lait, de beurre pendant plusieurs mois ? Le taux de deux tiers de la valeur suffit dans la plupart des cas de tuberculose, il peut subir une certaine perte, mais ici, en cas de peste bovine, d'enfouissement de bétail laitier, une indemnité presque complète de la valeur de la bête ne serait pas exagérée et ne serait que raisonnable. Nous appelons la bienveillance attente du Ministre de l'Agriculture et l'attention de la Chambre sur ces cas malheureux, qui, nous le répétons, méritent une indemnité plus grande de 70 p. c. du prix des bêtes laitières abattues.

Le Rapporteur,

J. MAENHAUT.

Le Président,

EM. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 JANUARI 1921.

Wetsontwerp

tot opening van een buitengewoon crediet van drie miljoen frank, ten behoeve van de Regeering, om de veepest te bestrijden ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DEN LANDBOUW (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MAENHAUT.

MIJNE HEEREN,

De Commissie voor den Landbouw heeft eenstemmig het wetsontwerp goedgekeurd, waarbij ten behoeve van het Ministerie van Landbouw een bijzonder crediet van drie miljoen wordt geopend om de uitvoeringsmaatregelen tot bestrijding der veepest te verzekeren.

Zij was ook eenstemmig om openbaar hulde te brengen aan den veeartsenijkundigen dienst, welke, in die benarde omstandigheden, de vreeselijke plaag, die dreigde gansch het land aan te tasten, met volharding en volle toewijding doelmatig bestreden heeft. Evenzoo was zij eenstemmig om aan den Minister te vragen welke de uitkomsten waren van het onderzoek, te Antwerpen ingesteld, betreffende den oorsprong der ziekte en de aansprakelijkheid van den dienst van toezicht bij de haven van Antwerpen.

Wij schreven aan den Minister om ons hieromtrent inlichtingen te willen geven; zie hier zijn antwoord :

« De technische dienst van mijn Beheer is overgegaan tot een grondig onderzoek betreffende den oorsprong der veepest en de aansprakelijkheid van den veeartsenijkundigen dienst te Antwerpen.

» Tot het personeel van dezen dienst werd niet het verwijt gericht, de veepest bij sommige bultossen uit Engelsch-Indië niet te hebben onderkend ;

(1) Wetsontwerp, n^o 26.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Buysse, Colleaux, De Bruycker, De Coster, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, Doms, Hainaut, Jouret (Henri), Jourez (Léon), Maenhaut, Mostaert, Périquet, Peten, Van Brussel.

doch er werd bevonden dat ernstige nalatigheden werden bedreven door den inspecteur-veearts Desmet. Het verslag over het onderzoek werd daarna onderworpen aan het advies van eene Bijzondere Commissie, voorzeten door den heer Mertens, raadsheer bij het Hof van Beroep, voorzitter van het Hooger Contrôlecomiteit. Overeenkomstig de besluitschriften van die Commissie werden de volgende strafmaatregelen toegepast op den heer Desmet :

» De graad van Diensthoofd bij de haven van Antwerpen is hem onttrokken. Hij staat thans opnieuw onder de bevelen van den Inspecteur Vander Heyden.

» Tot nadere regeling is hem het voordeel van de driejaarlijksche weddeverhoogingen ontnomen.

» Er werd hem ter kennis gebracht dat, zoo hij zich nog schuldig maakt aan nalatigheid, hij uit zijn ambt van inspecteur-veearts zal onttet worden. »

Sedert enkele dagen werd een nieuwe haard te Vollezele vastgesteld. Wij vroegen insgelijks aan den Minister of hij ons zeggen kon hoe die nieuwe haard was ontstaan. Zijn antwoord luidt :

« A. *Hoe deed dit geval zich voor?*

» B. *Is het waar dat huiden van dieren, door de pest aangetast, uit een besmetten stal werden onttreemd en dat die huiden, te Vollezele aangekomen, den stal en de hoeve hebben besmet?*

« C. *Zou de veeartsenijkundige toezichtsdienst nagelaten hebben, die huiden ter plaatse te doen vernietigen?*

» A. Te Vollezele kwam inderdaad een geval van veepest voor. Niet-tegenstaande de nauwgezette onderzoekingen en opsporingen, waartoe werd overgegaan tegelijkertijd door de plaatselijke overheden en den dienst van het veeartsenijkundig toezicht, zijn wij er niet in geslaagd, op zekere en onbetwistbare wijze te ontdekken welke de oorsprong is van het geval te Vollezele. Onder hen, die met de opsporingen belast waren, zijn er die zeggen overtuigd te zijn dat dit geval te Vollezele in verband staat met den kunstmatigen haard, welke in stand wordt gehouden door de werken, ter veeartsenijsschool voortgezet door de Fransche zending; tot nu toe kan men hoegenaamd niet verzekeren dat die vermoedens gegrond zijn.

» B. Het is waar dat, in strijd met de onderrichtingen gegeven door de Fransche overheden belast met het bestuur van de werken der zending gevestigd in de veeartsenijsschool, twee koelhuiden, die hadden gediend om het serum te bereiden, niet werden ingedolven en voor den verkoop ongeschikt gemaakt te gelijk met bedoelde koeien. Uit de ontgraving is gebleken dat die huiden inderdaad weggenomen werden. De twee huiden werden, ten gevolge van een naamloos schrijven, teruggevonden : zij bevonden zich in een zak en waren verborgen in eene plaats, waarin men zich over 't algemeen zelden begaf en welke door de Fransche zending betrokken was.

» C. In de ruimte, die de Fransche zending betreft, zijn het toezicht op en de uitvoering van al de werken uitsluitend toevertrouwd aan de leiders

der zending, die daarvoor aansprakelijk zijn. De dienst van het veeartsenijkundig toezicht moest zich niet bemoeien met het toezicht op de maatregelen van gezondheids politie, welke, opgedragen aan Fransche veeartsen van eersten rang, ons volkomen konden geruststellen. De dienst van veeartsenijkundig toezicht kan dus niet aansprakelijk gesteld worden wegens het niet naleven van de voorschriften betreffende het indelven van al de deelen der doode koeien, waarvan door de Fransche zending gebruik gemaakt werd. »

Door verscheidene leden werd er op gewezen, dat de vergoeding, bij Koninklijk besluit van 17 Augustus 1920 bepaald, volgens de gevallen, op 50 of 70 t. h. van den prijs der afgemaakte dieren, niet toereikend is, inzonderheid waar het melkkoeien geldt. Inderdaad, zoo eene vergoeding van twee derden toereikend is voor de gevallen van tuberculose en andere besmettelijke ziekten, zoo eene vergoeding van 60 t. h. redelijk is voor de dieren bestemd om geslacht te worden, dan is eene vergoeding van 70 t. h., verre van te hoog te zijn, integendeel ontoereikend voor de door ons bedoelde gevallen. Zóó werden bij verscheidene melkboeren, met een stal van 15 tot 20 melkkoeien gedurende den tijd der volle melkgeving, deze koeien plotseling door de pest aangetast; dadelijk moesten zij, op bevel van den toezichter-veearts, afgemaakt en ingedolven worden. Bij indelving, ja, volkomen verlies van het dier, volkomen verlies van melk gedurende verscheidene maanden, ondergang van hunnen handel; immers, niet alleen de dieren, de melk, de boter werden ontnomen, doch slechts na verloop van twee maanden mocht de pachter, de melkboer, wiens vee door de veepest besmet werd, daarin opnieuw vee opnemen — en dan nog mocht hij slechts enkele dieren tegelijkertijd aankopen. Men berekene welk verlies die ongelukkige landbouwer ondergaat. Kan men 70 t. h. beschouwen als eene vergoeding voor het verlies van zijn melkvee, voor het verlies van melk en boter gedurende verscheidene maanden? Het bedrag van twee derden der waarde is toereikend in meest al de gevallen van tuberculose. Hij kan een zeker verlies ondergaan. Doch, in geval van veepest, wanneer al het vee wordt ingedolven, zou eene bijna volle uitkeering der waarde van het dier niet overdreven en slechts redelijk zijn. Wij vestigen de welwillende aandacht van den Minister van Landbouw en die van de Kamer op die ongelukkige gevallen, waarvoor, wij herhalen het, eene hoogere vergoeding dan 70 t. h. van den prijs der afgemaakte melkkoeien dient te worden verleend.

De Verslaggever,

J. MAENHAUT.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.

